



## Accueil ! Attention danger pour les agents et les contribuables !

L'administration a pris la décision d'organiser notre administration en back office et en front office, elle doit donner les moyens aux agents qui sont en front office d'assurer leur mission primordiale d'accueil du public en mettant d'une part les moyens humains indispensables à sa réalisation et d'autre part en réfléchissant à la meilleure organisation de l'accueil.

Les choses sont délicates depuis des années, mais depuis le 1er septembre c'est catastrophique. En effet, des agents ont obtenu leurs mutations vers d'autres services et n'ont pas forcément été remplacés. Ce service clef est toujours sous tension. Il a, au moins, un déficit de 2 agents entre la situation au 1<sup>er</sup> septembre 2014 et 2015 auquel se rajoutent des congés maladie (qui ne peuvent que se multiplier au regard des conditions de travail inacceptables qu'ils subissent).

Il n'y a plus d'agents volontaires pour tenir la caisse. Les renforts doivent à nouveau descendre en nombre face à l'afflux des contribuables.

Les agents sont en droit de se demander ce que fait la direction pour assurer :

- des conditions de travail qui ne les conduisent pas vers une tension nerveuse source de maladie.
- leur sécurité et leur intégrité physique. Cette situation peut conduire les contribuables à l'énervement, à l'incivilité et à des actes physiques non tolérables.

Les agents sont en droit de se demander si la direction ne fait pas tout pour dégrader l'accueil physique dont elle ne veut plus. Elle s'en cache à peine. Les contribuables qui veulent rencontrer des agents des finances publiques dérangent la direction, la direction générale et le ministre !

Ce point est tout aussi inadmissible que ceux que nous venons d'énoncer.

**Plus que jamais, nous revendiquons la création d'un poste A et dans l'immédiat, 2 renforts supplémentaires afin de revenir au niveau des 12 agents au 1<sup>er</sup> septembre 2014.**

**Nous demandons également la communication des statistiques de l'accueil depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014.**

**Accueil fermé !**  
**Stop à la détérioration de l'accueil des contribuables.**  
**Les contribuables doivent être accueillis**  
**dans de bonnes conditions !**

L'administration a pris la décision d'organiser l'accueil physique des contribuables dans un grand accueil centralisé à Toulon. L'administration et le gouvernement doivent donner les moyens en nombre d'agents afin qu'ils assurent leur mission primordiale d'accueil du public. Elle ne le fait pas. Elle supprime des emplois de fonctionnaires tous les ans.

Depuis le début de ce guichet unique au centre des finances publiques Toulon, l'accueil est délicat en raison du manque d'agents. Mais depuis le 1er septembre, c'est catastrophique. Il manque 2 agents. Les agents souffrent et se mobilisent !

Voilà pourquoi, aujourd'hui, vous attendez souvent encore plus longtemps. Les agents font de leur mieux pour vous répondre, vous orienter. Mais ils ne peuvent pas faire plus avec le nombre qu'ils sont.

**Aux impôts, aux finances, de l'argent, nous savons qu'il y en a, pour certains.**

Cette casse de l'accueil du public dans notre administration s'articule autour de suppressions d'emplois tous les ans qui handicapent tous nos services.

Alors même que le taux de chômage chez les jeunes explose. Ces jeunes qui pourraient être nombreux à réussir le concours, sans discrimination d'aucune sorte, et ainsi nous serions plus nombreux à vous recevoir. Et il y aurait moins de jeunes chômeurs.

Si cette casse se poursuit, demain, vous devrez peut-être payer un comptable qui serait l'intermédiaire entre vous et les derniers agents des finances publiques. N'acceptez pas que cela arrive !

**Les syndicats SOLIDAIRES, FO, CGT, CFDT et CFTC des Finances Publiques du Var ne se contentent pas de centrales téléphoniques, ni d'une administration en ligne, impersonnelle et moins efficace.**

**Nous exigeons que la Direction Départementale du Var mette immédiatement à disposition les moyens pour assurer un accueil physique de qualité, qu'elle s'est engagée à proposer partout et en particulier à TOULON**

**Nous exigeons que le gouvernement ouvre le concours très largement, en créant des emplois de fonctionnaires d'État sous statut, pour assurer toutes les missions de services des finances publiques.**